



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

---

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants : *Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Mardi 12 novembre 2024

Politique étrangère .....	2
La Ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen est confiante que Trump va écouter la Finlande et l'Europe.....	2
Le président Stubb s'est entretenu avec le président élu Donald Trump .....	2
Interview du Président Stubb .....	3
Débat sur un endettement commun dans l'UE pour financer les dépenses de défense .....	6
Israël.....	6
Point de vue : « Il ne faut pas oublier les droits de l'homme dans la politique étrangère » .....	6
La Finlande accueille à Espoo le programme <i>Scale Accelerator</i> du Bureau de l'innovation du Secrétaire général des Nations Unies .....	6
Economie .....	7
Un nombre record de diplômés de l'enseignement supérieur au chômage .....	8
Société.....	8
Etude sur les attitudes à l'égard de violence faite aux femmes .....	8
« Un quart des hommes de 18-35 ans estiment qu'une femme peut mériter la violence physique dont elle est victime » Yle.....	8
La majorité des Finlandais estiment que la culture générale s'est affaiblie .....	9

## **Politique étrangère**

### **La Ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen est confiante que Trump va écouter la Finlande et l'Europe**

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen a rencontré lundi son homologue français Jean-Noël Barrot à Paris.

Les ministres ont discuté sur la situation de l'Ukraine et la sécurité européenne sous l'angle du résultat des élections présidentielles américaines. « La France communiquera évidemment son propre point de vue, mais nous partageons l'avis que l'Europe doit être forte également sur le plan de la sécurité », a dit Valtonen. « Cela nécessitera un renforcement de la défense et une dissuasion forte, mais surtout l'élévation permanente de notre industrie de défense ». Le futur président américain Donald Trump demandera aux Européens de prendre plus de responsabilité de leur propre défense. Trump a également parlé de sa volonté de négocier la paix entre l'Ukraine et la Russie. Valtonen estime que la politique étrangère de Trump n'est pas encore fixée et qu'il est encore possible d'influencer cette politique par la voie diplomatique.

Selon Valtonen, la situation internationale a beaucoup changé depuis le premier terme de Trump. Ainsi, elle estime que le futur président et son équipe vont échanger avec différents pays de manière extensive.

Valtonen veut pourtant souligner que jusqu'à la prise de fonction de Trump le 20 janvier, toute la coopération se fait avec le président actuel Joe Biden : « Nous n'allons évidemment pas faire de spéculation si jamais le futur président propose une initiative quelconque. S'il arrive quelque chose qui demande notre point de vue, nous le donnerons le moment venu ».

Selon certains journaux américains, le plan de Trump pour la paix en Ukraine serait de garder les lignes de front actuelles et y placer des troupes européennes afin de garantir le maintien de paix. À ce sujet, Valtonen dit que « malheureusement un accord de paix avec la Russie ne serait pas très fiable, car la Russie a déjà brisé tous les contrats qui existaient auparavant ». Elle rappelle aussi que les États-Unis ne peuvent pas dicter les conditions de paix à l'Ukraine sans prendre en compte la volonté propre du pays.

Le président français Emmanuel Macron a déjà évoqué la possibilité d'envoyer des troupes européennes en Ukraine. Valtonen ne révèle pas si le sujet a été évoqué lors de sa discussion avec le ministre des Affaires étrangères français. « Nous ne sommes pas dans une telle situation. Les pays européens participeront évidemment aux négociations qui touchent les pays européens. Nous n'aurons pas de situation dans laquelle le président américain Trump et Poutine décideraient entre eux de sujets qui nous concernent à notre place », dit Valtonen. La ministre dénonce aussi « le modèle finlandais » dont on parle en Europe : dans ce modèle, l'Ukraine serait obligée de céder certains territoires à la Russie et devenir un pays neutre et « finlandisé ». « Ce n'est pas du tout le modèle que nous voudrions proposer à l'Ukraine. Beaucoup de gens oublient que l'Ukraine était déjà neutre avant l'agression russe. La neutralité ne garantit pas que l'Ukraine soit à l'abri de l'agression russe ».

TS

### **Le président Stubb s'est entretenu avec le président élu Donald Trump**

Le président de la République de Finlande Alexander Stubb a eu une conversation téléphonique avec le président élu Donald Trump lundi 11 novembre 2024 et l'a félicité pour sa victoire électorale.

Le président Stubb et le président élu Trump ont discuté de l'Ukraine, de la Russie, de la Chine, de la sécurité en Europe et de la coopération en matière de brise-glace entre la Finlande, les États-Unis et le Canada.

Helsingin Sanomat souligne que Stubb a également écrit sur X que « les relations entre la Finlande et les États-Unis sont très proches ».

<https://www.presidentti.fi/en/president-stubb-speaks-with-president-elect-of-the-united-states-donald-trump/>

## Interview du Président Stubb

Ilta-Sanomat a publié vendredi une interview du président Alexander Stubb.

Stubb est président depuis huit mois et a façonné l'institution présidentielle à son image. Il doit maintenant commencer à nouer des relations de travail avec Donald Trump, qui deviendra président des États-Unis.

Stubb est assis calmement dans la salle jaune du palais présidentiel. Il nie avoir pensé qu'après le résultat des élections, sa tâche devenait plus difficile.

« Je ne le pensais pas vraiment. En politique étrangère et de sécurité, il faut toujours accepter les faits et agir sur cette base. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être guidé par les émotions ou les idéologies. Il faut regarder les faits. Après cela, on en tire des conclusions ». La Russie de Vladimir Poutine constitue-t-elle une menace plus grande pour la Finlande et l'Europe après l'élection de Trump ?

« Difficile à évaluer. L'évaluation de la menace et l'analyse de la sécurité de la Russie restent les mêmes. »

Selon Stubb, seules deux choses sont sûres concernant le voisin oriental.

« La Russie continuera de s'équiper militairement et atteindra d'ici quelques années le niveau où elle se trouvait au début de la guerre en Ukraine. Deuxièmement, la politique étrangère de la Russie restera un jeu à somme nulle. Je ne vois pas la fin de l'impérialisme russe, qui consiste à étendre son propre territoire par des moyens illégaux ».

La Finlande doit-elle vraiment être prête à entrer en guerre dans les décennies à venir ?

« Je ne veux pas être alarmiste. En ces temps, il est très important que le président de la république calme ce débat. Vous devez toujours aborder les choses avec calme ».

Ce message rassurant est-il un peu trop positif pour être adressé aux citoyens ?

« Pas selon moi. S'il y avait quelque chose de négatif à dire je n'hésiterai pas à le dire. Il n'est pas nécessaire de deviner ce qui se cachera derrière ce que je dis ».

Cependant, selon Stubb, la Finlande devrait être prête à faire face à absolument tout ce qui concerne la Russie. Il met particulièrement en avant la capacité à faire face à l'incertitude.

« La situation actuelle de la politique internationale est ce qu'elle est. Il ne sert donc à rien d'être encore plus alarmiste. Il est indéniable que l'on parle de guerres mondiales ou de guerres nucléaires. »

Poutine et Trump ont déclaré vendredi qu'ils pourraient bientôt se parler. Stubb laisse entendre depuis longtemps qu'entre les élections présidentielles et l'investiture, la porte d'une action pour la paix en Ukraine pourrait s'ouvrir. Il explique ce que cela signifie.

« Je peux très bien imaginer que ces discussions auront lieu sous la direction de l'administration intérimaire de Trump, mais en consultation avec l'administration Biden. Cette dernière expliquera ce que signifie le plan de paix en dix points de Zelensky, son plan de victoire en cinq points, les dernières informations militaires, etc. Sur cette base, l'administration Trump tirera ses propres conclusions. »

Stubb fonde son point de vue sur les messages qui circulent autour de la question et sur les conversations qu'il a avec ses collègues chefs d'Etat. Ils ont une vision commune selon laquelle quelque chose peut arriver en la matière.

« Trump lui-même a déclaré avant son investiture qu'il avait l'intention de faire la paix au Moyen-Orient et en Ukraine ».

Lorsque Trump a été élu pour son premier mandat, Stubb a écrit dans un article publié par le Financial Times qu'il pourrait être tenté, grâce à ses relations avec la Russie, de faire des accords avec elle. Aujourd'hui, Stubb élude la question de savoir s'il a la même vision.

« En 2016, Donald Trump en tant que président a été, à sa manière, une surprise pour l'ensemble du système et en particulier pour la politique étrangère, et telle était alors l'analyse. Aujourd'hui, la situation est différente. Nous le connaissons à peu près et agissons sur cette base. »

Stubb a déjà appelé dimanche soir l'influent sénateur républicain Lindsey Graham. C'est un proche allié de Trump. Graham est originaire de Caroline du Sud, où Stubb a étudié dans l'Université Furman. « Voyons maintenant où mènera la diplomatie téléphonique. Un pas à la fois », dit Stubb éniématiquement.

Stubb fait actuellement sa propre analyse de la politique étrangère de Trump.

« Il faut voir qui appeler et à quel moment. On parle beaucoup de Trump, du fait que sa politique étrangère est imprévisible, mais quand on regarde ce qu'il a dit et fait, oui, il y a une grande part de logique de son point de vue là-dedans. »

Depuis l'été, Stubb a rencontré des dizaines de membres de la Chambre des représentants et de sénateurs américains lors de divers événements. Grâce à cela, un vaste réseau a déjà été créé avec l'administration Trump. Ilta-Sanomat souligne aussi que l'ancien ambassadeur à Washington Mikko Hautala avait des contacts avec Trump.

Stubb souhaite établir la relation [avec la future administration Trump], dès le début avec des messages clairs et simples. « La Finlande est un producteur de sécurité ». « Sa défense solide a été construite avec l'aide des États-Unis au cours des 30 dernières années, et les relations commerciales entre les deux pays sont solides et croissantes ». « Il y a beaucoup de coopération dans le domaine technologique ».

« On peut faire confiance à la Finlande. Surtout maintenant que nous avons doublé la frontière entre l'OTAN et la Russie. Les actions de la Finlande sont toujours prévisibles. »

Stubb dit que les Finlandais doivent se préparer au fait que les dépenses de défense devront augmenter. Le Premier ministre Orpo a eu un message similaire après l'élection de Trump.

Stubb souligne que la pression en faveur d'une augmentation des dépenses de défense est due à la menace sécuritaire créée par la Russie et à l'instabilité internationale.

« À l'heure actuelle, il est très probable que ces dépenses augmentent. Il faut s'y préparer mentalement. C'est pour notre intérêt personnel ».

Trump est connu comme un homme de négociations et d'accords bilatéraux. Le danger est que la Finlande dans ses relations avec les États-Unis se lance dans une offensive de charme. Stubb fait confiance au réalisme fondé sur les valeurs et ne voit pas là le danger d'un nouveau type de finlandisation. « Les valeurs finlandaises et américaines sont basées sur les valeurs occidentales. Personne ne prétendrait probablement que la Finlande et l'Union soviétique avaient la même base de valeurs. Certes, nous préférons voir la politique étrangère et de sécurité finlandaise s'aligner sur celle des États-Unis plutôt que de suivre celle de l'Union soviétique ».

L'ex-ambassadeur Hautala a décrit que l'idée d'une obligation de plaire à Trump est peut-être répugnante, mais qu'elle pourrait être la politique à suivre des années 2020 pour la Finlande. Selon l'eurodéputée Li Andersson au contraire, la Finlande ne doit pas oublier la dangerosité de Trump. C'est pourquoi il ne serait pas bon pour la Finlande de s'aligner sur les États-Unis. « La politique de sécurité de la Finlande n'est pas fondée sur une idéologie, mais sur des valeurs et un réalisme qui sont toujours guidés par la sécurité et les intérêts de la Finlande », souligne Stubb.

« Même si nous ne sommes probablement pas d'accord avec tous les pays sur tout, une bonne relation est que l'on peut toujours parler ouvertement de tout », dit Stubb.

Trump a fait allusion au retrait des États-Unis de l'OTAN. Mais Stubb ne pense pas que Trump fera quelque chose de trop radical, car les alliés les plus importants de l'Amérique se trouvent en Europe.

« Quelqu'un a dit que l'Europe avait sous-traité son énergie à la Russie, son économie à la Chine et sa sécurité aux États-Unis. L'Europe doit assumer davantage de responsabilités quant à sa propre sécurité et sa défense. Les États-Unis ne se retireront pas complètement de l'Europe, mais la part de responsabilité de chacun va changer ».

Stubb est président depuis huit mois sans relations bilatérales avec le président russe. Vis-à-vis de la Russie, la Finlande fait désormais partie de l'alliance militaire la plus puissante du monde, l'OTAN et l'UE.

« Oui, à un moment donné, ces relations [avec la Russie] se stabiliseront et elles seront utilisées à bon escient, mais le moment n'est pas venu pour cela. Il faut se rappeler que tout commence par les valeurs. Je préfère de loin me retrouver dans cette situation en 2024 plutôt que dans celle où nous nous trouvions, disons, en 1956 dans nos relations avec l'Union soviétique et l'Occident », dit-il.

La politique étrangère de la Finlande a généralement été associée à une atmosphère lourde et des discours graves.

Stubb est différent de ses prédécesseurs. Il aborde tout avec calme, ne peint pas de tableaux menaçants. Et aborde un large sourire, même dans sa photo officielle. Il a fait entrer de la légèreté dans le bureau du président, ce qui peut bien sûr aussi être trompeur dans les périodes dangereuses.

Peut-être que la légèreté vient du fait que la Finlande est désormais membre de l'OTAN et qu'il est plus facile de respirer dans le château présidentiel.

Stubb surprend. Il déclare qu'il ne pense pas que la Finlande obtiendrait nécessairement son adhésion à l'OTAN si elle en faisait la demande maintenant. « Je ne suis pas sûr que nous l'aurions maintenant. Nous avons rejoint l'OTAN au tout dernier moment possible. Et je suis très reconnaissant que les alliés nous aient acceptés. Oui, il est plus facile de respirer ici quand nous sommes dans l'OTAN. Heureusement! »

Votre évaluation est-elle due à Trump ou à la situation de guerre en Ukraine ?

« Je ne dis pas tellement cela pour Trump, mais peut-être à cause de la situation de guerre et de la fatigue générale sur la guerre. Si l'on considère l'Allemagne, par exemple, actuellement il serait très difficile d'argumenter [auprès d'elle] sur les raisons pour lesquelles la Finlande devrait rejoindre l'OTAN. Il était très important que, dès les premiers stades de la guerre, nous ayons pu mettre un pied dans la porte ».

Mais revenons à la façon dont Stubb est président. Son message principal semble être qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter.

Il ne semble même pas dérangé par le fait que, au sein du gouvernement finlandais, tant les démocrates-chrétiens que les Vrais Finlandais se démarquent à plusieurs reprises en imposant leur propre voie en matière de politique étrangère.

« Je ne suis pas très inquiet. Nos points de départ en politique étrangère sont la paix et la stabilité. S'il y a parfois des répercussions de politique identitaire, on ne peut probablement rien y faire », dit-il.

Cependant, dans une période aussi dangereuse, n'est-ce pas embarrassant pour le président, qui gère la politique étrangère avec le gouvernement ?

« S'il y avait un désaccord, par exemple, sur l'OTAN ou sur les dépenses de défense, il serait alors temps de s'en inquiéter. Mais pas sur ces questions individuelles », dit-il [en faisant référence aux débats sur les questions LGBT et liées à Israël].

Stubb n'est-il donc pas irrité contre l'insubordination d'un ministre comme Ville Tavio [ministre du commerce extérieur] ?

« Non, je n'ai jamais vraiment ressenti ça. C'était juste une franche discussion entre adultes ». Concernant la définition de son propre rôle, Stubb affirme que chaque président apporte sa propre personnalité à l'institution. Il respecte le travail de tous ses prédécesseurs.

Il dit que sa propre attitude vient du fait qu'il est impliqué dans la politique internationale depuis 30 ans à divers postes. « Les relations internationales ont toujours été très chères à mon cœur. En ce sens, je suis peut-être capable de gérer des questions difficiles avec un calme froid ».

Dans les coulisses, Stubb est accessible. Il semble vouloir abaisser les murs de l'institution.

Non seulement Stubb voyage beaucoup, mais il passe aussi beaucoup de temps au théâtre ou dans le vestiaire des stars de hockey-sur-glace.

« L'un des devoirs du Président de la République est d'être présent dans la société finlandaise. J'apprécie vraiment la culture avec ma femme. »

Jusqu'à présent, Stubb a effectué deux fois plus de voyages à l'étranger au début de son mandat que le président Sauli Niinistö au cours de la même période. Le début du mandat de Stubb a coïncidé avec plusieurs grandes réunions, telles que la Conférence sur la paix en Suisse, le sommet de l'OTAN et l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans chacun d'eux, il a rencontré de nombreux dirigeants mondiaux. Voyager est très important, surtout en début de mandat.

« Pouvoir envoyer des messages ou appeler des collègues chefs d'Etat nécessite que l'on se soit d'abord rencontré quelque part. Les relations diplomatiques sont également gérées bilatéralement et personnellement, et cette tâche ne peut être accomplie uniquement derrière un bureau. »

IS

## **Débat sur un endettement commun dans l'UE pour financer les dépenses de défense**

Marko Junkkari de Helsingin Sanomat rend compte des critiques des Vrais Finlandais concernant les propos de Tytti Tuppurainen, présidente du groupe parlementaires du PSD, sur l'éventualité d'un endettement public et l'éventualité d'utiliser ce moyen pour financer la défense européenne.

En effet, Tuppurainen avait évoqué, lundi, l'opportunité d'un débat en la matière, lorsque Ilta-Sanomat avait sondé les positions de six partis concernant la hausse des dépenses de défense.

La présidente des Vrais Finlandais Riikka Purra avait toute de suite critiqué Tuppurainen et son parti le PSD qu'elle accusait de « proposer » une dette commune au moment où l'économie finlandaise va mal.

Miko Bergbom, député des Vrais Finlandais, considère que Tuppurainen est la première à lancer un débat en faveur d'un tel endettement commun. Il considère cela comme irresponsable.

Le journaliste Markko Junkkari rappelle que c'est l'ancien président Sauli Niinistö qui a évoqué la question il y a deux semaines lorsqu'il a remis à la présidente de la Commission européenne Von der Leyen son rapport sur la préparation de l'UE à des crises civiles et militaires.

Le premier ministre Petteri Orpo, interviewé par le quotidien économique Kauppalehti, en a parlé lui aussi vendredi dernier. Il estime qu'en Finlande et en Europe en général, il faudrait évoquer les moyens de soutenir l'Ukraine et de renforcer l'industrie de défense européenne.

Sans prendre position sur une dette commune, Orpo ne l'a pas catégoriquement exclue.

Tuppurainen estime que les Vrais Finlandais réagissent si violemment et de façon hâtive du fait qu'ils paniquent en voyant leur audience diminuer dans les sondages. Elle indique qu'elle n'a pas encore de position sur la question de la dette commune pour les dépenses de défense.

HS/A8

## **Israël**

### **Point de vue : « Il ne faut pas oublier les droits de l'homme dans la politique étrangère »**

Le revue Suomen Kuvalehti publie un point de vue d'Atte Harjanne, député des Verts, et Aura Salla, députée européenne de la Coalition nationale, sur la situation au Proche-Orient et la pression accrue à l'UE et les pays membres de modifier la politique en matière d'Israël.

Les auteurs estiment qu'il serait opportun de geler les nouvelles acquisitions d'armement en Israël et d'interrompre les exportations de matériel militaire finlandais dans ce pays.

Ils motivent cette demande par le respect des droits de l'homme et de la législation internationale comme partie centrale de la politique étrangère finlandaise.

Concernant la sécurité d'approvisionnement d'un système d'armement critique, ils soulignent également les risques d'une dépendance à l'égard d'un pays en guerre qui risque d'être soumis à des sanctions internationales.

SK n°45/58

## **La Finlande accueille à Espoo le programme *Scale Accelerator* du Bureau de l'innovation du Secrétaire général des Nations Unies**

En collaboration avec le Bureau de l'innovation du Secrétaire général des Nations Unies (*UN Global Pulse*) et des acteurs finlandais, la Finlande accueille du 11 au 14 novembre le programme *Scale Accelerator* à Espoo. Le programme soutient l'efficacité des solutions développées par l'ONU en collaboration avec des acteurs de l'innovation finlandais et internationaux. Les sept projets innovants sélectionnés pour le programme dans différentes régions du monde visent à promouvoir les objectifs de développement durable de l'ONU.

L'écosystème d'innovation finlandais joue un rôle important dans le programme *Scale Accelerator* organisé par *UN Global Pulse* établi à Helsinki en Finlande en 2020.

L'organisation du programme en Finlande constitue une étape importante dans la coopération à long terme entre *UN Global Pulse*, le ministère des Affaires étrangères et les principaux partenaires finlandais et promeut la vision du Secrétaire général de l'ONU de réformer l'organisation.

Le programme *Scale Accelerator* aura lieu dans les locaux de l'Université Aalto. Développer des modèles évolutifs et durables pour les innovations sociales est souvent un défi, et c'est pourquoi l'approche multidisciplinaire du programme vise à promouvoir les innovations des équipes des Nations Unies et à soutenir des projets pilotes afin d'obtenir l'impact le plus large possible. Plusieurs acteurs différents de l'ONU participent au programme *Scale Accelerator*, tels que le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les innovations sélectionnées concernent, entre autres, l'égalité des sexes, l'égalité économique, l'économie circulaire et la préparation aux catastrophes.

Le programme *Scale Accelerator* repose sur un partenariat solide entre l'ONU et la Finlande, dans lequel le ministère des Affaires étrangères joue un rôle de soutien important dans l'application de la technologie et de l'innovation aux opérations de l'ONU. En Finlande, le rôle important des innovations en tant que catalyseur du changement social et du développement durable est bien compris. Ces lignes directrices s'intègrent parfaitement dans la vision du Secrétaire général de l'ONU de l'avenir de l'ONU.

"La Finlande joue un rôle de premier plan dans le domaine de l'innovation sociale à l'échelle mondiale. La forte capacité de coopération de la Finlande et son engagement en faveur des objectifs de développement durable font du pays un excellent partenaire pour soutenir la mission de *UN Global Pulse* en tant que promoteur du changement de l'ONU. L'organisation du programme *Scale Accelerator* en Finlande nous donne l'opportunité de profiter de notre expertise unique en matière d'innovation, tout en offrant aux acteurs finlandais la possibilité de réseauter avec les organisations des Nations Unies", déclare Tapio Vahtola, chef de l'unité finlandaise de *UN Global Pulse*.

"*UN Global Pulse* est un partenaire important pour la Finlande dans la réalisation des objectifs de développement durable par la technologie et l'innovation. La localisation du programme à Helsinki est une excellente chose et ouvre une nouvelle perspective pour le travail de l'ONU. Le programme *Scale Accelerator* est devenu un excellent moyen d'identifier des projets d'innovation intéressants de l'ONU et d'accélérer leur croissance. Grâce à cela, nous souhaitons mettre le savoir-faire finlandais au service de l'ONU et ainsi renforcer la coopération entre la Finlande et l'ONU », déclare Kent Wilska, chef de l'unité Technologie et transition durable au ministère des Affaires étrangères.

Le programme *Scale Accelerator* et ses partenaires créent un environnement qui soutient la croissance des innovations des Nations Unies. Les partenaires du programme sont la ville d'Espoo, l'université Aalto et le think tank Demos Helsinki. Partenaire stratégique de *UN Global Pulse*, Demos Helsinki, est responsable de la mise en œuvre des ateliers *Scale Accelerator*, tout en créant des opportunités de coopération avec les opérateurs d'innovation finlandais. La ville d'Espoo et l'Université Aalto accueillent les ateliers.

*UN Global Pulse* est le bureau d'innovation du Secrétaire général de l'ONU, dont la tâche est de soutenir le renouveau de l'ONU conformément au programme commun. *UN Global Pulse* se concentre particulièrement sur le renouvellement des fonctions et des méthodes de travail de l'ONU conformément à la stratégie ONU 2.0. L'objectif est d'utiliser l'innovation, la prospective stratégique et les sciences du comportement, ainsi qu'une utilisation plus efficace des données et de meilleurs outils numériques.

*UN Global Pulse* produit des services pour divers acteurs de l'ONU. L'objectif est d'accroître l'efficacité des acteurs de l'ONU, ce qui profite à tous les pays membres.

Vn

## **Economie**

## **Un nombre record de diplômés de l'enseignement supérieur au chômage**

Au total, le nombre de personnes au chômage est 270 000, dont 48 500, soit 18 % sont des personnes avec un diplôme de l'enseignement supérieur.

Ce sont surtout les experts des domaines techniques, comme les ingénieurs et les architectes, qui sont sans emploi. En septembre, le nombre d'ingénieurs au chômage a augmenté de 22 % depuis septembre 2023.

L'économiste principale d'Åkava, Pasi Sorjonen, estime que cela s'explique notamment par la situation économique actuelle et la nature des postes des domaines techniques : la construction a ralenti, et par conséquent, il y a moins de travail pour les ingénieurs ou les architectes. « Quand le besoin de faire des économies se présente, ce sont les postes de conception qui sont ciblés », dit Sorjonen.

Le chômage touche principalement les gens diplômés âgés de 40-50 ans et de 60 ans ou plus, mais la situation a un effet sur les jeunes aussi : cet été, on a également constaté que les étudiants et les personnes récemment diplômées ont eu plus de difficultés qu'avant de trouver un travail d'été dans leur domaine d'études.

HS

## **Société**

### **Etude sur les attitudes à l'égard de violence faite aux femmes**

#### **« Un quart des hommes de 18-35 ans estiment qu'une femme peut mériter la violence physique dont elle est victime » Yle**

L'association Nytkis regroupant plusieurs organisations pour la cause des femmes a effectué une étude auprès des hommes sur leurs attitudes à l'égard des violences faites aux femmes. Pour l'étude, qui est la première dans son genre, 1058 hommes de 18 à 79 ont été interrogés. Parmi eux, un quart de ceux qui avaient moins de 35 ans estimaient qu'une femme pouvait, du fait de son comportement ou apparence, « mériter » la violence dont elle est victime.

Concernant l'ensemble des hommes interrogés, 20 % le pensaient.

Pour l'ensemble des classes d'âge de l'étude, la culpabilisation de la femme concernant la violence dont elle est victime était présente. Pour les hommes de moins de 25 ans c'était nettement plus souvent le cas que pour les autres.

Silla Kakkola de Nytkis et de l'observatoire de la violence estime qu'il serait important d'étudier qu'elle image de la femme on crée et comment on normalise la violence sur les réseaux sociaux et dans l'univers de jeux électroniques, par exemple.

Helsingin Sanomat rappelle que, selon une étude de l'institut national de santé publique THL les violences conjugales faites aux femmes engendrent des dépenses de 150 millions d'euros tous les ans.

Selon Kakkola, il y a un problème structurel dans la société, et une atmosphère inquiétante concernant les attitudes.

Il y a des études qui montrent que les femmes appartenant à des minorités ethniques sont même deux fois plus probablement victimes de violence que les femmes d'origine finlandaise. HS relève que l'étude montre toutefois que la majeure partie des hommes interrogés identifient leur responsabilité de mettre fin à la violence : 84 % estiment que les hommes devraient y assumer une plus grande part de responsabilité. 90 % des hommes interrogés estiment que la violence est toujours condamnable et 78 % estiment que les hommes devraient plus intervenir dans les propos insultants ou sexistes sur les femmes.

Pour 60 %, l'égalité entre les sexes est atteinte en Finlande.

Par ailleurs, 50 % estiment que des mouvements comme #metoo restreignent les droits des hommes.

Kakkola s'inquiète du fait que le gouvernement actuel prévoit de diminuer les crédits alloués à des organisations d'aide et de soutien aux femmes victimes de violences. Elle constate que cela rendra plus difficile d'intervenir contre la violence.

HS

**La majorité des Finlandais estiment que la culture générale s'est affaiblie**

Plus de 70 % des Finlandais estiment que la culture générale des Finlandais s'est affaiblie et deux sur trois s'inquiètent pour l'affaiblissement des connaissances en lecture et en compréhension écrite.

Presque 90 % des personnes interrogées estiment que l'Etat-providence se construit sur l'éducation et la culture. Plus de 90 % estiment qu'il faut s'occuper du fait que les Finlandais, indépendamment de leur origine, classe sociale, lieu de résidence, âge ou moyens financiers, aient tous la possibilité de se cultiver.

Plus de la moitié, et 67 % des femmes (et 92 % des femmes de moins de 30 ans) souhaiteraient soutenir l'égalité, l'éducation physique, la démocratie et le développement durable des crédits publics.

78 % souhaitent que l'intégration des immigrants soit soutenue en leur proposant des services d'éducation.

HS/8.11/A14